

## Le parti communiste portugais

Philippe Schmitter

Volume 6, Number 3, 1975

Les partis communistes d'Europe occidentale

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700579ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700579ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

### ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Schmitter, P. (1975). Le parti communiste portugais. *Études internationales*, 6(3), 375–388. <https://doi.org/10.7202/700579ar>

## LE PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS ENTRE LE « POUVOIR SOCIAL » ET LE « POUVOIR POLITIQUE »

Philippe SCHMITTER \*

Si l'on peut généralement dire que le Parti communiste n'est pas « un parti comme les autres », on ne peut pas dire du parti communiste portugais (PCP) qu'il est « un parti comme les autres partis communistes », du moins pas comme ceux du reste de l'Europe occidentale.

Le fait est que le PCP est la plus vieille formation politique de l'éventail actuel des partis. Les socialistes (PSP) s'attribuent un héritage remontant à 1875, mais leur parti ne fut fondé qu'il y a quelques années, et à l'intérieur du Portugal en plus. Le principal parti centriste, le parti poulaire démocratique (PPD), provient d'une faction « libérale » qui n'émergea des rangs du parti gouvernemental du régime antérieur, l'*Uniao Nacional*, qu'après la mort de Salazar. En revanche, le PCP était une force avec laquelle il fallait compter dans la vie politique portugaise, dix ans ou plus avant que la plupart des officiers du MFA ne fussent encore nés. Plutôt que d'avoir à se frayer un chemin dans un contexte où les allégeances et l'organisation partisans sont déjà déterminées, comme ce fut le cas dans le reste de l'Europe occidentale, les communistes portugais sont dans la situation très avantageuse d'observer les partis « bourgeois » et « socialistes » en train de se disputer l'espace et l'identité politiques que le PCP occupe ou revendique déjà dans une large mesure. Au Portugal, le modèle historique habituel a été renversé ; la balle a changé de main.

En tant que seule organisation politique d'opposition à maintenir son existence organisationnelle de façon continue à des niveaux variés de la société et du corps politique ainsi qu'à s'étendre sur à peu près tout le territoire national sous les gouvernements de Salazar et de Caetano, le PCP subit aussi le choc de leurs politiques répressives. Le harcèlement, l'exil, l'emprisonnement à court terme étaient réservés aux autres adversaires du régime ; la clandestinité et l'incarcération prolongées, la torture et la réclusion étaient le lot des communistes<sup>1</sup>.

---

\* *Université de Chicago.*

1. « Mais Salazar et surtout Caetano savaient faire la part des choses. Les coups réservés aux communistes étaient sans pitié » ; voir Marcel NIEDERGANG, « L'armée portugaise ou la fascination du pouvoir », *Le Monde*, sélection hebdomadaire du 27 février au 5 mars 1975.

Le coup d'État d'avril révéla que la plupart des leaders du PCP étaient en prison, en exil ou purgeaient de longues peines. Lorsque le parti se réunit en octobre 1974, la liste qui fut publiée au sujet de ses cadres incluait avec fierté de l'information sur le nombre d'années qu'ils avaient passées à vivre dans la clandestinité ou derrière les barreaux (voir le tableau I). Aucun autre parti communiste, nulle part en Europe, ne peut se « vanter » d'un tel record de répression : une moyenne de plus de vingt ans de clandestinité et de presque dix ans d'incarcération !

TABLEAU I  
CLANDESTINITÉ ET EMPRISONNEMENT AU SEIN DU PARTI  
COMMUNISTE PORTUGAIS

<i>Membres du PCP</i>	<i>Moyenne du nombre d'années de clandestinité</i>	<i>Moyenne du nombre d'années en prison</i>
Secrétariat (4)	30.5	7.8
Commission politique (10)	27.1	10.3
Comité central (22)	26.5	11.8
Comité central y compris les suppléants (34)	21.7	9.2

Source : *Diário de Notícias*, 21 octobre 1974.

On ne peut que faire des conjectures sur ce que tant d'épreuves et d'acharnement peut faire à l'esprit et à l'unité collective des leaders du parti aussi bien que sur l'effet que la participation au pouvoir peut avoir sur ceux qui ont été si longtemps mis à l'écart de leur propre société par la force et de façon prolongée, mais un fait est devenu assez évident depuis avril 1974. La résistance tenace et le courage des communistes leur ont valu un respect populaire et, peut-être, une clientèle qui excède de beaucoup le nombre des membres en règle du parti lui-même. Des rapports préparés par des services d'information et accessibles au public ont rapporté sans éclat que le PCP avait moins de 2 000 membres pendant les années 1960 et ce nombre aurait diminué à moins de 1 000 un an avant le *golpe* (1973) <sup>2</sup>. Il ne fait aucun doute qu'à partir du début des années 1960 la

2. Cf. Département d'État des États-Unis, Bureau d'Information et de Recherche, *World Struggle of the Communist Party Organizations*, Washington, D.C. ; GPO, 1960-1973. Un estimé encore plus bas du nombre de membres et la remarque que « l'importance relative du P.C. dans l'éventail complet de l'opposition, sinon sa force absolue... est en déclin continu depuis dix ans » peuvent être trouvés dans Herminio MARTINS, « Opposition in Portugal », *Gouvernement and Opposition*, IV (2), 1969, p. 260. Un estimé beaucoup plus élevé du nombre de membres avant avril 1974 (5 000) apparaît dans Robin BLACKBURN, « The Test in Portugal », *New Left Review*, nos 87-88, septembre-décembre 1974.

concurrence d'une variété vivace de maoïstes, de trotskystes et d'autres groupuscules d'action directe avait entravé le recrutement de nouveaux membres et avait peut-être même incité certains des membres attirés à « se défilier ». Bref, au moment du coup d'État, le PCP semblait en déclin en termes du nombre de ses membres attirés et « souffrait » de sa stratégie d'infiltration patiente et de foi dogmatique en l'inévitabilité de la révolution socialiste malgré l'absence d'efforts violents en vue de précipiter son avènement.

TABLEAU II

## RÉSULTATS DE L'OPPOSITION DE GAUCHE AUX ÉLECTIONS DE 1969

	CDE		CEUD	
	Nombre de votes	%	Nombre de votes	%
<i>Circonscriptions urbaines</i>				
Lisbonne	31 250	18,5	8 673	5,2
Porto	6 544	5,1	10 206	7,9
Setúbal	8 128	34,7	—	—
Santarem	8 281	12,4	—	—
<i>Côte Nord</i>				
Leiria	5 422	10,8	—	—
Coimbra	8 104	12,2	—	—
Aveiro	10 775	11,9	—	—
Braga	7 073	8,6	1 775	2,2
Vianado C.	5 282	13,2	—	—
<i>Intérieur</i>				
Vial Real	1 576	3,4	—	—
Visen	3 558	4,4	—	—
Braganca	35	0,1	—	—
Guarda	2 018	4,2	—	—
C. Branco	2 032	5,6	—	—
<i>Sud</i>				
Faro	2 101	9,7	—	—
Beja	1 942	10,1	—	—
Emora	2 069	9,7	—	—
<i>Îles</i>				
Angra	—	—	—	—
Horta	—	—	—	—
P. Delgada	3 882	22,0	—	—
Funcal	1 223	6,1	—	—
TOTAL	111 295	10,0	20 654	1,9

Source : *As Elégias de Outubro de 1969*, Lisbonne, Europa-America, 1970, p. 65.

Néanmoins, même avant son présent revers de fortune, le PCP avait démontré son potentiel de rayonnement. Aux élections législatives de 1969, l'opposition ne retira pas ses candidats de la mêlée au dernier moment, contrairement à son habitude. La Commission électorale (CDE) disputa des sièges dans presque toutes les circonscriptions. Elle ne s'opposa pas seulement à l'*Uniao Nacional* (UN), qui représentait le pouvoir, mais aussi (dans trois circonscriptions seulement) à une coalition socialiste plus modérée : la Commission électorale pour l'Unité démocratique (CEUD). Bien que le PCP soit dans l'ombre, il appuya résolument la CDE et ce parrainage concurrentiel nous donne une chance imparfaite de mesurer la répartition des appuis des différents choix de la Gauche. Les 111 295 voix (10% du total) que la CDE recueillit dans des circonstances aussi difficiles ne peuvent d'aucune façon être attribuées aux seuls communistes, mais ceci démontre le magnétisme et l'envergure nationale de la forme la plus militante d'opposition au régime autoritaire. Le tableau II montre aussi où repose la force de cette dernière : à Lisbonne même et de l'autre côté du Tage à partir de Lisbonne, dans Setúbal, se trouvent les circonscriptions de la classe ouvrière. Ailleurs, elle récolta un pourcentage assez uniforme de 10%, sauf dans la ville de Porto au nord, le seul endroit où la CEUD reçut plus de votes de l'opposition, ainsi que dans l'intérieur, où aucune espèce d'opposition ne fit bonne figure. Historiquement, le PCP avait aussi eu une présence importante parmi les travailleurs agricoles des *latifundio* du sud (Beja et Evora) mais elle ne fut pas perceptible lors des élections de 1969<sup>3</sup>.

Dans un autre texte<sup>4</sup>, l'auteur a simulé divers scénarios vraisemblables sur le résultat des élections qui devaient se tenir en avril 1975. Ainsi, si le vote portugais est déterminé par l'appartenance à une classe ou à un milieu rural ou urbain d'une manière qui ressemble à celle qui prévalait en France sous la Quatrième république (vers 1955), on pourrait s'attendre à ce que le PCP et les autres partis qui prônent un certain type de « dictature du prolétariat » ou d'économie communiste reçoivent 25.7% du vote. Si c'était un modèle italien qui était suivi, ce pourcentage tomberait à 22.7%. Cette dernière éventualité est très improbable au Portugal puisque le PCI obtient une proportion beaucoup plus importante de l'ensemble de ses appuis électoraux des régions rurales que le PCF.

D'un autre côté, un calcul fait par l'auteur à partir de deux différents ensembles de coefficients de l'électorat rural et urbain du pays, aboutit à quatre scénarios possibles :

- 
3. Il est intéressant de noter que le secrétaire-général du PCP se spécialisait sur les questions agricoles. Voir Alvaro CUNHAL, *A Questao Agraria em Portugal*, Rio : Civilizacao Brasileira, 1968 ; Voir aussi Henry GINIGER, « Portugal's Communist Have Cultivated a Rural Red Belt », *New York Times*, 20 mars 1975.
  4. *Retrospective and Prospective Thought about the Liberation of Portugal*, non publié, MSS, Université de Chicago, mars 1974.

TABLEAU III  
QUATRE SCÉNARIOS DE RÉSULTAT ÉLECTORAL

		ÉLECTORAT RURAL			
		A) <i>Le centre et la droite se maintiennent</i>		B) <i>Déplacement vers la gauche</i>	
ÉLECTORAT NON RURAL	A) <i>Le centre se maintient</i>		%		%
		1. COM 647 916	20.8	865 815	27.9
		2. SOC 620 133	20.0	801 014	25.8
		3. CEN 271 991	40.9	1 073 705	34.5
		4. CON 568 193	18.3	367 699	11.8
		3 108 233	100.0	3 108 233	100.0
	B) <i>Déplacement marqué vers la gauche</i>				
		1. COM 830 124	26.7	1 048 022	33.7
		2. SOC 697 746	22.5	878 627	28.3
		3. CEN 1 103 685	35.5	905 399	29.1
		4. CON 476 680	15.3	276 187	8.9
		3 108 235	100.0	3 108 235	100.0

1. AA, si les partis du centre et de la droite arrivent à faire bonne figure à la fois dans les milieux urbains et ruraux ;
2. AB, s'ils se maintiennent dans les villes mais s'il y a un déplacement en masse vers la gauche dans les campagnes ;
3. BA, si l'inverse se produit ;
4. et enfin BB, si le déplacement vers la gauche se généralise.

Le scénario AA semble de loin le plus vraisemblable, ce qui veut dire que le PCP et les autres partis d'extrême-gauche ne recevraient que 20.8% du total. Si l'on songe que ce pourcentage inclut plusieurs formations politiques (CDE, FEC, LCI, MRPP, MES, AOC, UDP et d'autres en plus du PCP), et que les « blocs » socialiste, centriste et conservateur de notre simulation contiennent beaucoup moins de partis et parfois un seul, le PCP en tant que parti distinct pourrait bien se retrouver troisième derrière le PPD, le PSP et, peut-être, même quatrième derrière le CDS aux prochaines élections. La CDE, une proche alliée des communistes avec son statut « historique », sa pénétration de l'appareil administratif au niveau local et l'image soigneusement entretenue d'être une sorte de MFA civil, peut permettre à l'extrême-gauche de pénétrer dans les régions intérieures et les régions rurales, mais il reste peu vraisemblable qu'elle puisse contribuer à gagner 51% des sièges de l'assemblée constituante. Ce n'est que dans les conditions les plus optimistes et les plus irréalistes, c'est-à-dire les scénarios BA ou BB, qu'ils pourraient former une majorité victorieuse avec le PSP. Parce

qu'il pressentait cela peut-être, le PCP a harassé les conventions et les réunions des partis conservateurs et même centristes (PPD) <sup>5</sup>, il a cherché à retarder la tenue du scrutin autant que possible et il a annoncé qu'il n'« accepterait » pas les résultats dans les circonscriptions qui n'avaient pas été proprement « épurées » <sup>6</sup>. Il a aussi soutenu toutes les initiatives du MFA en vue de limiter le pouvoir de l'Assemblée constituante.

Dans le contexte actuel, la première ressource des communistes portugais n'est cependant pas électorale mais « sociale ». Elle consiste en la pénétration du PCP dans une gamme considérable d'associations intermédiaires qui permettent la mobilisation et le contrôle des intérêts sociaux : comités de travail et conseils d'usine, syndicats locaux et confédérations nationales des travailleurs, associations professionnelles spécialisées et groupes d'étude d'intellectuels, organisations de voisinage et groupes de locataires, gouvernements locaux et administrations municipales, groupes d'étudiants et conseils de faculté, organisations de soldats et organisations non communistes. Certes, ceci commença en grande partie bien avant le coup d'État mais le dévouement des cadres du PCP, son organisation supérieure et sa philosophie orientée vers la praxis lui permirent de mettre la main très rapidement après avril 1974 sur plusieurs des défunts *sindicatos* corporatistes du régime antérieur et de créer des « associations libres » dans des domaines de la société portugaise où aucun organisme de représentation n'existait auparavant, parmi les fonctionnaires, par exemple.

*L'Intersindical*, une confédération nationale de syndicats qui fut d'abord créée en 1970, puis victime de la répression, mais qui menait une existence clandestine au moment du coup d'État, est l'un des éléments-clés du « pouvoir social » du PCP. Elle regroupe environ 200 des 300 ou davantage *sindicatos* du Portugal, ce qui représente cependant beaucoup plus que 66% des travailleurs syndiqués. Elle s'approprie et perpétue la plupart des caractéristiques du système corporatiste portugais <sup>7</sup> : monopole légal de la représentation, cotisations obligatoires <sup>8</sup>, contrôle ministériel sur les « irrégularités » lors des élections syndicales <sup>9</sup>,

5. Les comptes rendus d'une telle escarmouche contre un ralliement du PPD dans le château-fort communiste de Setúbal peuvent être trouvés dans le *New York Times* des 9 et 10 mars 1975.

6. « Là où le 25 avril ne s'est pas produit, il n'y aura pas d'élections libres » : Alvaro CUNHAL, cité dans *Diário de Notícias*, 25 décembre 1974.

7. « La structure syndicale actuelle est une expropriation (*aproveitamento*) de la structure fasciste antérieure », d'après un porte-parole du parti socialiste, *Expresso*, 29 juin 1974, p. 3.

8. Un des premiers actes officiels du présent ministre du Travail (un communiste) fut de déclarer que continuerait comme auparavant le paiement obligatoire des cotisations syndicales, *Expresso*, 29 juin 1974, et *Diário de Notícias*, 25 octobre 1974.

9. Pour un résumé du contenu de la Loi syndicale qui fut chaudement débattue et dans laquelle la plupart de ces dispositions furent ratifiées selon les désirs précis du PCC et devant l'opposition des socialistes, de presque tous les petits partis de gauche et du PDD centriste, voir la discussion sur *l'unicidade* dans *l'Expresso* du 25 janvier 1975. Aussi, « Balanco Sindical », *Expresso*, 28 décembre 1974, où l'on traite de façon assez détaillée le cas particulier du Syndicat des travailleurs de l'industrie chimique.

fragmentation sectorielle, division géographique, autorité verticale de type hiérarchique, restriction sérieuse du droit de grève<sup>10</sup>. Après s'être emparé rapidement de cette structure à peu près intacte, les communistes purent l'utiliser à la fois pour arracher des augmentations de salaires importantes aux employeurs privés et publics et, ensuite, pour ralentir la vague de grèves qui menaçait de paralyser la production. En s'opposant à tous les arrêts de travail et même à l'« épuration » de certains directeurs, quand ce n'était pas elle qui en prenait l'initiative, l'*Inter-sindical* devint l'un des rares éléments de discipline et de contrôle social dans le Portugal libéré. Elle s'est aussi avérée efficace dans l'organisation de démonstrations de masse à Lisbonne du PCP, sur des questions capitales<sup>11</sup>.

Bien sûr, l'hégémonie du PCP parmi les travailleurs a été contestée. Les groupes plus à gauche et, dans une moindre mesure, le parti socialiste ont cherché à s'organiser au niveau de l'usine, à former des syndicats parallèles ou unifiés et à présenter des candidats d'opposition au fur et à mesure que des processus électoraux internes commencèrent à remplacer l'autonomination aux postes de direction « libre ». En dépit de la fragmentation de leurs efforts et de leurs propres querelles intestines, ils ont réussi à gagner plusieurs épreuves capitales. Ainsi, Avelino Gonçalves, un chef de file du PCP et le premier ministre du Travail après le coup d'État, perdit son poste dans le Syndicat des travailleurs du secteur bancaire, à Porto, par un vote de presque deux contre un et avec un taux de participation de 80%<sup>12</sup>. Et il ne s'agit pas d'un cas isolé. La perte de vitesse des éléments communistes dans les universités et les écoles secondaires a été encore plus perceptible<sup>13</sup>. Ils ont même perdu du terrain, au détriment des militaires dans une bonne mesure, dans leur pénétration de la presse parlée et écrite<sup>14</sup>. En 1975, le seul secteur où le PCP semblait étendre son « pouvoir social » au lieu de le défendre était celui des travailleurs agricoles, en particulier dans le sud<sup>15</sup>.

Le parti communiste portugais semble dépendre de plus en plus du pouvoir de l'État pour défendre et étendre son acquis de « pouvoir social » au moment même où les détenteurs actuels du pouvoir de l'État, le Mouvement des forces armées (MFA) est devenu de plus en plus dépendant de la discipline, de l'orga-

10. Voir Manuel de LUCENA, dans *Expresso*, décembre 1974, pour une critique mordante de la Loi sur la grève, que l'auteur n'hésite pas à qualifier de « néo-corporatiste ».

11. Par exemple, lors du débat sur l'unité ou la pluralité dans le contexte de la Loi syndicale, et les communistes et les socialistes tinrent des « ralliements monstres » au centre de Lisbonne. Les premiers l'emportèrent à trois contre un. Les estimés de la foule allaient de 75 000 à 300 000 pour le *comico* du PCP et de 25 000 à 50 000 pour le PSP.

12. *Expresso*, 25 janvier 1975.

13. *Expresso* du 7 décembre 1974 pour les élections universitaires et du 1<sup>er</sup> février 1975 dans les écoles secondaires.

14. Au sujet du contrôle grandissant des militaires sur la presse voir la discussion dans *Le Monde* du 1<sup>er</sup> mars 1975 sur la nouvelle Loi de la presse, qui rend délictueux les « commentaires offensants à l'endroit du Mouvement des Forces Armées » et confie l'administration de la Loi à un conseil dominé par les militaires.

15. GINGER, *op. cit.*



nisation et de la capacité de mobilisation de ce parti pour la « paix sociale » relative et les démonstrations d'« affection populaire » dont ils ont besoin. Sans les ressources régulatrices et coercitives de l'État (le cadre légal néo-corporatiste, le contrôle de l'enregistrement des partis et de l'enrôlement électoral, l'accès au logement public et aux agences financières, les postes aux conseils d'administration des entreprises publiques, la « participation » aux postes de radio et de télévision gérés par l'État, etc.) le PCP ne pourrait que perdre ses impressionnantes conquêtes sociales, soit en étant dépassé par la gauche par d'autres groupes dans la rue et aux lieux de travail ou soit encore en étant défait aux voix par les partis de droite. Avec la capacité du parti de prévenir les grèves spontanées, d'assurer que les revendications restent dans des limites tolérables, de rassembler de grandes foules et de recueillir un soutien enthousiaste de la presse, de fournir une milice supplémentaire dans l'éventualité d'une insurrection, le MFA pourrait perdre cette « unité avec le peuple » qui est la pierre angulaire de sa légitimité.

Le lien entre ce « parti militaire » et le parti communiste n'est cependant pas un simple mariage de convenance ou d'opportunité. Tout d'abord, la stratégie du PCP, seul parmi les groupes d'opposition, s'est longtemps fondée sur l'émergence éventuelle d'une faction progressiste au sein des militaires et sur sa prise du pouvoir par un coup d'État<sup>16</sup>. Il est vraisemblable qu'ils ont encouragé leurs militants à s'infiltrer dans les forces armées, en particulier en tant que *milicianos* au lieu d'émigrer pour éviter le service militaire. Devant l'accusation que certains membres du MFA passaient pour des « communistes porteurs d'étendards », Otelo de Carvalho, l'un de ses leaders, répliqua de façon peu subtile : « Comment cela se pourrait-il ? On m'a dit que le PC n'a pas d'étendard<sup>17</sup>. » Ces jeunes officiers de carrière, mal payés, d'origine sociale modeste, en communication fréquente avec des conscrits très politisés des universités, étaient souvent obligés par la loi à épouser des femmes ayant un diplôme universitaire et une dot d'une certaine importance<sup>18</sup>. Plusieurs de ces femmes avaient dû travailler, probablement comme institutrices ou travailleuses sociales, des professions dans lesquelles les communistes étaient (et sont toujours) bien représentés. Il existe aussi des preuves qu'une proportion assez importante des officiers de carrière ont obtenu des diplômes universitaires et ont eu des « carrières parallèles » dans le secteur des professions libérales, ce qui les exposait au recrutement éventuel des communistes.

Mais il ne faudrait pas exagérer ces preuves fragmentaires (et peu concluantes) de la pénétration des communistes dans les forces armées portugaises par le recrutement. Ce n'est pas la relation essentielle sur laquelle la coalition nais-

16. Cunhal prétend avoir prédit dès 1964 le renversement du régime de Salazar par une faction « progressiste » au sein des militaires ; voir *Le Monde*, sélection hebdomadaire du 27 février au 5 mars 1975.

17. *Expresso*, 12 octobre 1974.

18. Peter FRYER, et Patricia MCGOWAN-PINHEIRO, *Le Portugal de Salazar*, Paris, Ruedo Iverico, 1963, p. 78-79.

sante entre le MFA et le PCP s'est fondée. Il ne serait pas plus juste de présumer, comme l'ont fait les éditoriaux de plusieurs journaux des États-Unis, que cela prouve l'existence d'une relation irréversible et même d'une conspiration communiste pour s'arroger le pouvoir de façon exclusive au Portugal. Autant leurs intérêts immédiats peuvent coïncider, autant leurs stratégies à plus long terme sont divergentes. Jusqu'à présent, dans les accrochages mineurs qui sont survenus entre eux, le MFA a affirmé son hégémonie et son autonomie sans équivoque. Les principales initiatives sont venues des militaires et le PC s'est par la suite « collé » à ces changements de politique, ce qui embêtait un peu les leaders du MFA, s'il faut en croire une source bien informée<sup>19</sup>. D'après un membre du MFA dont le nom n'a pas été dévoilé :

Si le PC approuve notre programme et est d'accord avec nos initiatives, pourquoi ne l'avouerait-il pas ? C'est une organisation qui a payé très cher son droit d'exister aujourd'hui au Portugal. Il représente un courant politique authentique et profond parce qu'il a survécu au fascisme. Aujourd'hui, c'est l'un de nos alliés contre la réaction<sup>20</sup>.

Ou bien, comme l'a dit l'une des vedettes du régime dans le domaine des relations publiques :

Dans la phase actuelle, il y a réellement, à l'occasion, une coïncidence de vues avec le Parti communiste en ce qui concerne le programme politique, économique et social qui est en train de s'élaborer au profit du peuple. Ceci entraîne cependant les gens mal intentionnés à parler d'une manœuvre du PCP en vue d'obtenir la mainmise sur le MFA<sup>21</sup>.

Quel que soit le degré de coïncidence de leurs intérêts, aussi éphémère qu'ait été l'attrait initial de leur alliance, quel que soit celui qui garde l'initiative des politiques, l'entrée triomphale à Lisbonne, après le coup d'État, d'Alvaro Cunhal, secrétaire général du PCP, assis sur un char blindé et entouré de soldats radieux, indiqua très tôt que le Portugal était sur le point d'inaugurer un nouveau type de relation entre les civils et les militaires.

Si l'un des points d'interrogation de l'évolution future de cette relation est la *coherencia* interne du « parti militaire », le parti communiste semble partager peu de ces inquiétudes jusqu'à présent. Avec sa réputation d'être l'un des partis communistes européens les plus stalinistes et les plus russophiles, non seulement le PCP est-il parvenu à suivre chacun des méandres de la politique soviétique, mais il n'a pas non plus souffert de graves défections ou de querelles de factions au cours de cette évolution, même pas lorsqu'il soutint fermement l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS. Les persécutions, la clandestinité, la dépendance forcée de la vie en exil expliquent sans doute en grande partie ce succès de « centralisme démocratique ».

19. René BACKMANN, « Octobre au Portugal », *Le Nouvel Observateur*, n° 518, 14 octobre 1974, pp. 56-57.

20. *Idem*, p. 57.

21. *Portugal hoje* I, 43, 1<sup>er</sup> mars 1975, p. 4.

TABLEAU IV

## LONGEVITÉ AU LEADERSHIP DU PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS

	<i>Nombre d'années comme membre du PCP</i>	<i>Nombre d'années comme membre du comité central</i>
1) Secrétariat du Comité central (4)	38.2	28.2
2) Commission politique du Comité central (10)	34.6	19.9
3) Membres attirés du Comité central (22)	31.7	18.2
4) <i>Suplentes</i> du Comité central	17.8	2.7

Source : *Diário de Notícias*, 21 octobre 1974.

Comme on peut s'en rendre compte à l'aide du tableau IV, les leaders du PCP ne sont pas du tout des nouveaux venus dans leurs fonctions. Ceux du Comité central ont été membres pendant près de 32 ans en moyenne, avec un minimum de 20 ans et un spectaculaire maximum de 48 ans. Plus intéressant encore est le temps passé au Comité central, une moyenne de 18 ans. Cunhal, lui-même, est membre du parti depuis 1933 et du Comité central depuis 1937. La constitution de ce cadre de direction dans le temps s'est produite en une série de vagues et de couches qui coïncidèrent avec les crises du régime : 1937-1938, 1944, 1950, 1953, 1958-1959, 1969. La durée moyenne du service baisse en relation directe avec l'importance de l'unité de décision. Depuis le coup d'État, un processus de roulement a commencé au niveau des *suplentes* (suppléants) mais même ces derniers ne sont pas tout à fait des nouveaux venus. Bref, le PCP est dirigé d'une façon très oligarchique par un groupe compact d'hommes dévoués qui se connaissent bien les uns les autres à la suite de longues souffrances communes en prison et en exil. Ils n'ouvrent que très graduellement les postes de direction au moyen de la cooptation. Les disputes internes en public semblent minimes. Le congrès récent du parti (octobre 1974) fut un modèle de simplicité et de bon fonctionnement. Seulement 59 personnes prirent la parole dans une assemblée de plus de 1 000 délégués et pas un seul mot de dissidence ne fut entendu<sup>22</sup>. Accusé de « fascisme social » par ses concurrents de l'extrême-gauche et attaqué de l'intérieur du mouvement syndical en raison de son « néo-corporatisme » et de sa « répression » des grèves, des occupations d'usines et des démonstrations de rue, le PCP trouvera peut-être difficile de maintenir cette façade de consensus. Jusqu'à présent, ceci a été empêché par le mouvement vers l'avant, la

22. *Expresso*, 1<sup>er</sup> novembre 1974, et *Diário de Notícias*, 21 octobre 1974, pour les discours.

fragmentation de ses adversaires et son manque de responsabilité réelle en matière de politique publique<sup>23</sup>.

Comme toujours, ce qui est le plus difficile à évaluer tant au niveau individuel que collectif, ce sont les motifs d'action et les intentions. Que veut faire le PCP de ses ressources et de sa cohésion d'action ? Jusqu'où et à quelle vitesse peut-on s'attendre à ce qu'il aille ? Avec et contre qui entend-il agir ? Les problèmes habituels d'interprétation et d'inférence à partir de données accessibles au public sont compliqués par la rapidité étonnante des événements dans le Portugal libéré. De nouvelles éventualités, de nouvelles occasions et de nouvelles perspectives sont en train d'émerger d'une façon constante et imprévisible. L'intention exprimée hier, qu'elle ait été honnête ou non, est périmée dans les nouvelles circonstances de l'heure. De toute évidence, il ne s'agit pas d'un problème qui se limite à l'analyse des communistes mais leur propension au secret et à la dissimulation idéologique rendent vraiment cette tâche plus hasardeuse.

Lorsque le PCP émergea comme une force sociale et politique majeure à la suite de la libération du Portugal, ses motifs d'action et ses intentions ne paraissaient pas particulièrement menaçants aux autres secteurs « révolutionnaires ». Mario Soares, du PSP exprima assez bien cette évaluation lorsqu'il dit qu'il « ne craignait pas le PCP, qui ne fait qu'occuper l'espace qui lui appartient<sup>24</sup> ». Avec l'assemblée constituante et les élections législatives, la liberté syndicale « garantie » par le programme du MFA (et la présence de Spínola en tant que président d'office), on avait l'impression que le PCP n'aspirait qu'à atteindre un statut électoral et syndical semblable à celui du PCI ou du PCF, disons 20% du vote, une certaine prédominance au niveau de certains syndicats, une structure parallèle de fédérations et de confédérations ouvrières, une représentation importante de « ses » groupes dans les institutions d'enseignement et les associations professionnelles, etc. Bref, les communistes portugais semblaient se satisfaire, à l'intérieur des institutions d'une démocratie « pluraliste bourgeoise » (ils avaient été les premiers à mettre en garde contre le danger d'une dictature militaire)<sup>25</sup>, de consolider et d'étendre petit à petit leur sous-culture et leurs institutions en attendant la maturation précise et inévitable des contradictions qui n'entraînaient pas une révolution mais la révolution.

Cette évaluation était étayée par la réputation personnelle de Cunhal « raisonnable » et intelligent, par l'idée qu'un parti aussi orthodoxe au point de vue

23. Bien que les estimés du nombre de membres du parti détenant des postes au sein du Cabinet aient varié, Cunhal a toujours été un « ministre sans portefeuille » et n'a donc pas été directement responsable d'aucun domaine précis de politique. La prétendue mainmise du PCP sur le ministère du Travail fut effacée au début, par la nomination d'un officier. Les communistes, contrairement aux socialistes, avaient évité de montrer un lien entre leur parti et une politique, à chaque fois que c'était possible.

24. *Expresso*, 12 octobre 1974. Soares déclara aussi que le fait d'« encourager un parti anti-communiste finissait toujours par favoriser la réaction ».

25. *Le Monde Diplomatique*, mai 1974.

idéologique et aussi ferme dans sa foi eschatologique pouvait se permettre d'être patient, par une conjoncture de politique internationale qui semblait indiquer une forte opposition des Soviétiques à l'aventurisme et la dislocation de leur entente avec les États-Unis ainsi que par l'appétit croissant des principaux PC ouest-européens, pour la politique de coalition et le partage des responsabilités gouvernementales.

Au niveau idéologique, le PCP a fait tout en son pouvoir afin d'attiser cette image conciliante du « minimaliste ». Les objectifs politiques qu'il a avoués dans son *Plano de Emergência* étaient très modérés, beaucoup plus conservateurs que ceux du PCP et même du PPO, qui est de toute évidence plus à droite. On souligne le « combat contre les monopoles » mais on considère les nationalisations et les monopoles d'État dans l'industrie et le commerce comme « irréaliste » et peu souhaitables dans la situation économique actuelle ; on mentionne la réforme agraire mais seulement pour les lots sous-développés ; on prône le non-alignement dans le domaine du commerce extérieur mais sans exclure les liens qui existent avec l'Europe occidentale et les États-Unis et sans mentionner le neutralisme en politique étrangère, encore moins un retrait de l'OTAN ; l'« ajustement périodique des salaires », est un autre thème qui se trouve dans la liste des avantages sociaux accrus mais on ne trouve pas un mot au sujet de changements dans les structures d'autorité au niveau de l'usine ou de l'autogestion, encore moins de *soviets*. Le programme électoral du PSP est beaucoup plus « progressiste » sur chacune de ces questions. Cunhal est même allé jusqu'à rayer l'expression « dictature du prolétariat » des *desiderata* du parti tout en ajoutant, de façon paradoxale :

Nous ne changeons en rien nos concepts en notre doctrine. Il faut le préciser afin d'éviter toute confusion <sup>26</sup>.

Le seul article dur dans le « Plan d'urgence » du parti était son insistance sur une épuration complète de l'appareil étatique.

Malgré son attitude modérée dans les domaines économique et social, son louvoisement ou son ajustement dans les délicates questions de politique étrangère, sa défense éloquente de la liberté politique, ses efforts manifestes en vue de plaire à la petite bourgeoisie et aux paysans <sup>27</sup>, il devient de plus en plus difficile de n'être pas convaincu, selon les termes de Marcel Niedergang, qu'

26. *Diario de Noticias*, 21 octobre 1974.

27. En plus de l'attention qu'il porte au secteur agricole, Cunhal a démontré une préoccupation à la fois intellectuelle et pratique à l'endroit de la petite bourgeoisie de son pays : *O Radicalismo pequeno burques de fachado socialista*, Lisbonne, Edicoes Avante, 1971. Le programme électoral du PCP courtise ouvertement cette « classe » dont le nombre est assez considérable dans la société portugaise. À ce sujet, voir Manuel DE LUCENA, *Expresso*, 18 mai 1974 ; sur le rôle critique de ce secteur de la société dans un éventuel retour au régime autoritaire, voir Cesar DE OLIVEIRA, *Expresso*, 8 juillet 1974.

il ne fait aucun doute que le (PCP) a adopté une tactique modérée depuis avril, mais son « modèle de la société » se situe toujours aux antipodes du réformisme humaniste dont le P.S. se fait l'avocat <sup>28</sup>.

La suite précipitée de crises depuis septembre 1974 a eu tendance à faire ressortir cette « rigueur » sous-jacente : intimidation des adversaires de gauche aussi bien de droite ; utilisation de groupes de façades et d'« alliés adjacents », en particulier la CDE afin d'obtenir des mesures plus radicales ; la manipulation de la presse écrite et parlée ; les démonstrations de force paramilitaire ; la mobilisation en faveur d'une législation répressive ; l'expression de doutes au sujet de la légitimité des élections dans certaines circonscriptions et enfin le soutien enthousiaste de la « législation révolutionnaire », qui fut promulguée sans consultation ni représentation populaire. On dirait de plus en plus que le PCP a rejeté la perspective de son « intégration » encapsulée dans un ordre démocratique bourgeois en faveur d'une participation active à une révolution menée par en haut par les militaires.

Pourquoi ce changement apparent de stratégie, sinon de tactique ? Il peut être dû en partie au même processus de surenchère qui s'est emparé du MFA. Les dissidents, les éléments jeunes, les nouveaux venus, la concurrence de l'extrême-gauche contraignent peut-être les leaders du PCP à « hausser la mise » au moment où la faiblesse des éléments acquis et les craintes gonflées (sinon dénaturées) d'un coup d'État réactionnaire les encouragent peut-être à « mettre un terme à la partie plus rapidement ». Il ne fait aucun doute que la crise actuelle du capitalisme mondial ainsi que l'effondrement économique au Portugal même, le déclin évident de la capacité des États-Unis et de l'Europe d'intervenir pour défendre leurs intérêts, un certain durcissement des partis communistes européens allant de pair avec une attitude soviétique plus dure en politique étrangère, et le « succès des révolutions socialistes parrainées par les militaires dans le Tiers-Monde favorisent ce genre de calcul. Mais aucun de ces facteurs ne semble particulièrement irrésistible.

En dépit de l'éloignement et, il faut l'avouer, du manque d'information de l'observateur, il semble que la radicalisation continue du PSP est le produit (et non la cause) d'une radicalisation antérieure au sein du Mouvement des forces armées.

À de rares exceptions près <sup>29</sup>, les communistes semblent être « allés de pair » avec les changements qui provenaient des rangs des militaires. Comme ils dépendent de plus en plus du pouvoir de l'État afin de consolider leur conquête

28. *Op. cit.*, p. 2.

29. Dont l'une pourrait être la nationalisation des banques et des compagnies d'assurance qui, bien qu'elle n'apparût pas dans le programme électoral officiel du PCP, avait été lancée et favorisée par le Syndicat des travailleurs des banques de Lisbonne, qui est sous le contrôle des communistes.

du pouvoir social, ils ne sont tout simplement pas capables de résister à des initiatives aussi « favorables » lorsqu'ils sont placés devant un fait accompli et ils sont ainsi devenus les complices consentants mais prudents de la destruction de la structure de pouvoir économique en place et de la fondation d'un nouvel ordre politique au Portugal. Est-ce que la voie qu'ils préfèrent ? Émergeront-ils comme l'élément hégémonique du socialisme militaire qui pourrait en résulter ? C'est douteux. Il est encore plus problématique de prévoir si cette nouvelle stratégie de « minorité aux gains maximum » va réussir.